

Les Analyses du Centre Jean Gol



Qu'est-ce que le libéralisme ?

Mars 2014

Administrateur délégué : Richard Miller
Directrice : Laurence Glautier
Directeur scientifique : Corentin de Salle

Les analyses du Centre Jean Gol sont réalisées chaque année par une équipe de chercheurs dans le cadre de diverses thématiques correspondant aux interrogations, interpellations et suggestions de son public. Consacrées à des sujets pointus ou à des problèmes d'actualité, elles se veulent des outils de réflexion et d'information mais également des pistes de solution permettant à son public de mener à bien ses actions sur le terrain.

Avenue de la Toison d'Or 84-86
1060 Bruxelles
Tél. : 02.500.50.40
cjg@cjg.be

Qu'est-ce que le libéralisme ?

Partie I : Qu'est-ce qu'un libéral ?

Un individu libre

1. Le libéral est celui qui croit qu'il est libre de choisir sa vie et **qui assume ses choix.**
2. Le libéral est celui qui croit que **personne d'autre que lui** (que ce soit une personne, un groupe de personnes, une institution, un gouvernement, un clergé ou quoi que ce soit d'autre) **n'a le droit de choisir la vie** qu'il choisit de mener.
3. Le libéral est celui qui croit qu'**autrui a le droit de faire d'autres choix que les siens.**
4. Le libéral est celui qui croit que **l'individu prime sur le groupe** et s'oppose à toute forme de communautarisme écrasant.
5. Le libéral est celui qui croit que la **diversité des choix de vie est une richesse** pour la société.
6. Le libéral est celui qui croit que le **libre exercice de ses potentialités** permet à l'homme de se dépasser. Le libéral n'aspire pas à supprimer ou à « niveler » les différences entre les hommes : il les pousse à s'accomplir dans leur **singularité**
7. Le libéral est celui qui croit que **la valeur d'une société réside dans la valeur individuelle de chacun de ses citoyens.**
8. Le libéral est celui qui croit qu'une **société libre est d'autant plus forte et évoluée qu'elle est diversifiée.**
9. Le libéral est celui qui croit que l'homme a toujours la liberté de changer les choses en mieux. Le libéral est **optimiste** et ne croit pas à la fatalité.

10. Le libéral est celui qui, lorsqu'il parle de ses droits, considère surtout ces derniers comme des **droits de faire quelque chose plutôt que** comme des **droits à recevoir quelque chose**.
11. Le libéral est celui qui croit que la collectivité a le devoir de respecter sa propre liberté mais non **pas d'assumer ses choix individuels**.
12. Le libéral est celui qui croit qu'il est **libre de faire ce qu'il veut de son temps, de son énergie et de ses talents**.



Protéger un groupe, c'est agir non seulement au détriment des personnes extérieures au groupe mais aussi, souvent, au détriment du groupe en question.

⇒ Un libéral n'est pas plus du côté du patronat que des syndicats. Pas plus du côté des producteurs que des consommateurs. Pas plus du côté des propriétaires que des locataires. Pas plus du côté des riches que du côté des pauvres. **Un libéral est, a toujours été et sera toujours aux côtés de l'INDIVIDU et non des groupes.** Il est pour le strict respect des engagements contractuels librement consentis et s'oppose à tous les groupes qui font pression sur le monde politique pour décrocher par la bande des avantages et des privilèges. Il s'oppose à l'Etat quand ce dernier, favorisant des groupes organisés, opprime fiscalement l'individu, rabote ses libertés ou lui confisque des droits pour financer ces avantages et privilèges.

⇒

Propriété et prospérité

13. Le libéral est celui qui croit qu'il est le **propriétaire du fruit de son travail** (c'est-à-dire du fruit de son temps, de son énergie et de ses talents).

14. Le libéral est celui qui croit qu'il est le **propriétaire de tout ce qu'il a acheté, échangé ou reçu d'autrui avec le consentement** de ce dernier.
15. Le libéral est celui qui croit que **l'homme est propriétaire de tout ce qu'il a acquis légitimement**, même si l'étendue de ces acquisitions est gigantesque.
16. Le libéral est celui qui croit que la **richesse** n'est pas un but en soi mais un **instrument** qui, utilisé judicieusement, **permet d'accroître la liberté**.
17. Le libéral est celui qui croit que **ce sont les individus - et non l'Etat - qui créent la richesse d'une société**.
18. Le libéral est celui qui croit que **l'intérêt personnel** pousse les individus à tenter de découvrir et de satisfaire les besoins et les désirs des autres.
19. Le libéral est celui qui croit que **l'existence de la richesse** - et donc de gens riches - est **indispensable** à la croissance économique et donc à l'innovation et à la création d'emplois.
20. Le libéral est celui qui croit que le **capitalisme est un outil** qui, bien utilisé et bien encadré, permet d'assurer la prospérité d'une société.
21. Le libéral est celui qui croit que le **libéralisme vise à assurer la liberté** de tous et que le **rôle du capitalisme se limite à créer la richesse**.
22. Le libéral est celui qui croit que **le libéralisme ne peut exister sans le capitalisme** mais qui croit aussi que **le capitalisme sans le libéralisme conduit à l'injustice et à la servitude**.
23. Le libéral est celui qui croit qu'une **crise économique** n'est pas la preuve de l'inefficacité du capitalisme mais le **signe d'un échec de l'Etat à réguler efficacement le capitalisme**.
24. Le libéral est celui qui croit que **la richesse d'une société se crée avec le capital et que le capital procède de l'épargne**. En conséquence, la création de richesse d'une société dépend de l'importance du capital détenu par des individus ou des associations d'individus.
25. Le libéral est celui qui croit que la **stimulation artificielle** de certaines industries par l'octroi de subsides démesurés durant une longue période **ne permet pas de créer une croissance économique durable**.

Economie libre et libre-échange

26. Le libéral est celui qui croit que **les relations économiques entre les hommes sont des relations pacifiques** de coopération et non pas des relations hostiles d'exploitation et de domination.
27. Le libéral est celui qui croit que **la finalité de la société consiste à assurer la liberté et la prospérité** et non pas à engager les citoyens dans « la lutte finale » conduisant à une société uniforme.
28. Le libéral est celui qui croit que le **libre échange mutuellement consenti entre les hommes est socialement bénéfique** car il favorise la coopération entre eux et améliore leurs conditions respectives.
29. Le libéral est celui qui croit que **tout ce qui entrave inutilement le libre échange entre les hommes est nocif**.
30. Le libéral est celui qui **croit aux vertus d'un grand marché tel que le marché européen** car il pense que la libre circulation des hommes, des services, des capitaux et des produits favorise la création de richesses et l'entente entre les hommes.
31. Le libéral est celui qui pense que les **barrières économiques déraisonnables pénalisent les populations du tiers monde** qui ne peuvent écouler leurs marchandises et les consommateurs du pays protégé qui sont privés de biens bon marché.
32. Le libéral est celui qui croit que **le marché n'est rien d'autre que des individus libres** qui exploitent leur créativité pour fournir des biens et des services qui sont désirés par d'autres.
33. Le libéral est celui qui croit que **les licenciements et les pertes d'emploi sont la contrepartie malheureuse** des innovations et de la création d'emplois dans une économie en perpétuelle évolution.

L'individu, la collectivité et l'Etat

34. Le libéral est celui qui croit :
- a. qu'attenter à sa vie, c'est menacer sa **sécurité** ;
 - b. que prendre sa **liberté**, c'est le rendre esclave ;
 - c. et que prendre sa **propriété**, c'est le voler.
35. Le libéral est celui qui croit que **la sécurité est la première liberté** du citoyen.

36. Le libéral est celui qui croit que sa liberté ne peut être protégée que si **l'Etat assure sa sécurité** moyennant un certain nombre de contraintes librement consenties.
37. Le libéral est celui qui croit que **certains services sont assurés plus efficacement par l'Etat que par le marché.**
38. Le libéral est celui qui croit que le rôle de l'Etat dans l'économie n'est pas d'intervenir mais de **créer des « règles routières »** qui permettent au marché de fonctionner.
39. Le libéral est celui qui croit que **l'Etat doit veiller** scrupuleusement à **faire respecter l'égalité des droits entre citoyens** (quels que soit le sexe, l'âge, la richesse, la race, la religion, la culture, etc.).
40. Le libéral est celui qui **accepte de verser à l'Etat une partie du fruit de son travail en échange de la prestation de services** qui profitent à lui-même et à la collectivité.
41. Le libéral est celui qui croit qu'un **Etat qui taxe trop lourdement le travail est un Etat qui décourage le travail** et qui diminue le montant consacré à l'épargne.
42. Le libéral est celui qui croit que décourager l'épargne, c'est diminuer le capital et donc diminuer la richesse qui peut être créée dans la société avec ce capital. En conséquence, **une fiscalité abusive appauvrit la société.**
43. Le libéral est celui qui croit qu'une pression fiscale abusive a pour effet pervers, à la longue, de stimuler la fraude fiscale, de **rendre les citoyens malhonnêtes et de diminuer les recettes de l'Etat.**
44. Le libéral est celui qui croit qu'une pression fiscale abusive sur les entreprises se répercute sur les individus et **freine l'économie.**
45. Le libéral est celui qui croit que **la meilleure manière d'augmenter les recettes fiscales consiste à favoriser la croissance, à stimuler la création de richesses, c'est-à-dire, concrètement, à diminuer le taux d'imposition.**
46. Le libéral est celui qui croit que **les dépenses excessives faites par l'Etat ne stimulent pas l'économie** : ces dépenses ne sont possibles que parce que l'Etat prélève cet argent auprès des ménages et des entreprises, privant ces derniers de la capacité de faire des activités et de créer de nouveaux emplois.

47. Le libéral est celui qui croit que **tout gaspillage fait par l'Etat est un vol** envers lui et envers la collectivité.
48. Le libéral est celui qui croit que lui-même et la collectivité ont, par l'intermédiaire de l'Etat, le **devoir d'aider ceux qui ne savent pas s'assumer eux-mêmes** et ceux qui se trouvent momentanément en difficulté.
49. Le libéral est celui qui croit que **ceux qui, par paresse ou par facilité, abusent de la solidarité commentent un vol** envers lui-même et envers la collectivité.

Le risque, l'échec et la réussite

50. Le libéral est celui qui croit que **vivre, c'est accepter de prendre des risques** et de les assumer.
51. Le libéral est celui qui croit que **l'entrepreneuriat implique la prise de risques** et conditionne à son tour la création de richesses.
52. Le libéral est celui qui croit que **prendre des risques, c'est parfois échouer.**
53. Le libéral est celui qui croit que **l'échec nous permet d'apprendre et de progresser.**
54. Le libéral est celui qui croit que **l'échec n'a rien de honteux** pour celui qui persévère.
55. Le libéral est celui qui croit que **tout le monde a droit à une seconde chance.**
56. Le libéral est **celui qui croit qu'il est le principal responsable de son échec** ; il n'incrimine ni autrui ni la malchance et il essaye de tirer les leçons de ce dernier.
57. Le libéral est celui qui croit que **jalouser ou dénigrer la réussite d'autrui est une attitude malsaine.**
58. Le libéral est celui qui croit qu'une **taxation des bénéficiaires des actionnaires pénalise la prise de risques** et décourage les entrepreneurs qui veulent investir pour créer de la richesse.

59. Le libéral est celui qui pense que **l'Etat doit créer un environnement stable et prévisible** qui encourage la prise de risque, l'innovation et la vie des affaires.

L'Etat, la liberté et la servitude

60. Le libéral est celui qui croit que le **premier devoir de l'Etat, c'est d'assurer la liberté des citoyens.**

61. Le libéral est celui qui croit que l'Etat a le **devoir de former le citoyen à la liberté.**

62. Le libéral est celui qui croit qu'un **Etat qui ne forme pas correctement ses citoyens à la liberté est un Etat qui les maintient dans l'esclavage.**

63. Le libéral est celui qui croit que l'Etat qui distribue des faveurs, des privilèges, des récompenses à certains individus ou associations d'individus asservit ces derniers et vole tous les autres.

64. Le libéral est celui qui croit que **certaines réglementations adoptées par l'Etat sous la pression de certains groupes** défendant des intérêts égoïstes constituent des réglementations **injustes** qui engendrent des inégalités, qui pénalisent l'économie et qui freinent l'innovation.

65. Le libéral est celui qui croit qu'un **Etat qui, par laxisme, maintient les citoyens dans l'assistance est un Etat qui les prive de leurs potentialités et qui les maintient dans l'esclavage.**

66. Le libéral est celui qui croit qu'un **Etat qui ne veut pas que les citoyens prennent des risques** est un Etat qui veut les empêcher de prendre des initiatives, un Etat qui veut les empêcher de tirer les leçons de leurs échecs, un Etat qui veut donc les empêcher d'être libres et un Etat qui, donc, **les maintient dans l'esclavage.**

67. Le libéral est celui qui croit qu'un **Etat qui veut protéger les citoyens contre tous les dangers** est un Etat qui les traite comme des enfants et qui, encore une fois, les **maintient dans l'esclavage.**

68. Le libéral est celui qui croit que **l'association entre individus libres est socialement bénéfique.**

69. Le libéral est celui qui croit qu'il arrive à l'Etat de prendre en charge un **certain nombre de choses qui seraient mieux accomplies par des associations de citoyens.**

La société libre

70. Le libéral est celui qui croit qu'**une société libre est le fruit d'un combat permanent.**

71. Le libéral est celui qui croit que **l'intérêt de la collectivité, l'intérêt du pays, l'intérêt des plus pauvres, l'intérêt des générations futures, etc. ne justifie pas qu'on porte atteinte à sa liberté.**

72. Le libéral est celui qui croit qu'une société libre nécessite constamment de faire preuve de **courage**, c'est-à-dire :

- a. le courage de **penser par soi-même** et, potentiellement, contre les autres ;
- b. le courage de **s'exprimer**, même si ce que l'on affirme en indispose certains ;
- c. le courage **d'agir** plutôt que de se plaindre.

73. Le libéral est celui qui **ne se laisse pas intimider par l'opinion dominante** et qui, face aux modes intellectuelles, refuse de se laisser manipuler par une minorité active qui prétend s'exprimer au nom de la volonté du peuple.

74. Le libéral est celui qui croit qu'il faut **tolérer et protéger l'expression des opinions minoritaires**, même lorsque ces dernières s'opposent à la liberté.

75. Le libéral est celui qui croit que **tout peut être critiqué, en ce compris le libéralisme.**

76. Le libéral est celui qui croit que **l'existence de critiques n'est possible que dans une société libre** et qu'elle constitue un moteur pour l'innovation et le progrès.

77. Le libéral est celui qui croit que la **diversité est indispensable au maintien d'une société libre** et est - paradoxalement - attaché au maintien d'autres partis politiques opposés aux idées qu'il défend.

Progrès, réforme et conservatisme

78. Le libéral est celui qui croit au **progrès** dans tous les domaines.

79. Le libéral est celui qui croit que **la société doit être constamment réformée** pour s'adapter aux changements.
80. Le libéral est celui qui croit que **les réformes progressives sont préférables aux révolutions** car ces dernières s'accomplissent la plupart du temps dans la violence et le radicalisme destructeur.
81. Le libéral est celui qui croit que **le conservatisme est une attitude que l'on retrouve à droite comme à gauche** et qu'il doit être combattu car il est souvent synonyme d'injustice et de privilèges.
82. Le libéral est celui qui croit que **certaines associations de personnes** (appartenant à des catégories socioprofessionnelles) **sont parfois conservatrices parce qu'elles visent à bloquer tout changement** et portent ainsi préjudice aux personnes mêmes qu'elles sont censées défendre.
83. Le libéral est celui qui croit que **la recherche de nouvelles sources d'énergie et la résolution des problèmes environnementaux dépendent principalement des progrès scientifiques** et technologiques.
84. Le libéral est celui qui croit que **les progrès scientifiques et technologiques dépendent de la croissance économique**.
85. Le libéral est celui qui croit que la **croissance économique** n'est pas, contrairement à ce qu'affirment certains, un obstacle mais **l'un des principaux moteurs du développement durable**.

Partie II : Les clichés antilibéraux



1. « Vous, les libéraux, vous ne pensez qu'à vous enrichir au détriment des pauvres » ;

→ **Le libéral ne désire pas l'argent pour l'argent. Il désire juste le maximum de liberté.** L'accroissement des richesses dans nos sociétés a accru le pouvoir d'achat de chacun et a permis d'accroître notre liberté de choix (**plus de diversité** dans les biens, les services, les professions, les modes de vie, les habitations, les transports, les vacances, les voyages, etc.). Accroître la liberté de choix, c'est accroître la liberté.

→ **Le libéralisme ne récompense pas les riches. Il récompense le travail et le mérite.**

→ **Le libéralisme est le système qui favorise le plus l'ascension sociale.**

→ **Le libéralisme n'appauvrit personne et enrichit tout le monde.** Depuis le 19^{ème} siècle, le pouvoir d'achat du travailleur moyen a constamment augmenté :

- En 1850, l'ouvrier moyen gagnait chaque mois l'équivalent de 80 kg de pain.
- 150 ans plus tard, il en gagne l'équivalent de 1600 kg chaque mois.

➔ Dans l'histoire de l'humanité, **la pauvreté a toujours été la règle et la richesse l'exception. Cette situation est en train de s'inverser grâce à la mondialisation libérale.**

Selon les chiffres officiels du *Programme des Nations-Unies pour le développement* :

- en 1820, 85 % de la population mondiale vivait dans l'absolue pauvreté (elle gagnait moins d'un dollar par jour) ;
- en 1950, ce chiffre est descendu à 50 % ;
- en 1980, il était de 30 % ;
- de 1980 au tournant du 21^{ème} siècle, il est tombé de 30 à 23 %.

2. **« Vous, les libéraux, vous êtes la cause de l'exploitation du Tiers-monde » ;**

➔ **Tous les autres systèmes économiques sont plus inégalitaires que le libéralisme** : dans l'Antiquité, il y avait des maîtres et des esclaves. Au Moyen Age, il y avait des seigneurs et des paysans. Dans la Russie soviétique, les écarts de fortune entre le peuple et les dirigeants étaient gigantesques. Etc.

➔ **Le libéralisme a créé la classe moyenne et a enrichi la classe la plus pauvre.** Aucun régime économique n'a fait mieux que le libéralisme et la population mondiale n'a jamais été aussi riche que maintenant.

➔ **La mondialisation libérale permet de réduire les inégalités dans le monde.** Le « coefficient de Gini » mesure le degré d'inégalité de la répartition des revenus dans une société donnée. Ce coefficient varie de 0 à 1 :

- 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même niveau de richesses) ;
- 1 signifie l'inégalité parfaite (une seule personne possède toutes les richesses, les autres n'ont rien).

Dans le monde, ce coefficient s'est réduit de 0,6 à 0,52 entre 1968 et 1997. Globalement, l'inégalité diminue en même temps que progresse la mondialisation de l'économie.

➔ **Plusieurs pays (en Afrique noire notamment) sont aujourd'hui dans une situation pire qu'il y a trente ans** (guerres, pillages, génocides, famines, etc.). Le point commun à tous ces pays ? L'absence d'institutions libérale, l'absence d'une économie de marché, l'absence d'une classe moyenne et l'absence de liberté.

3. **« Vous, les libéraux, vous défendez un système qui déclenche des crises dont seuls les pauvres payent la facture » ;**

→ Il faut **distinguer – sans néanmoins les opposer !!! - le libéralisme du capitalisme :**

- le **libéralisme** vise à consacrer, préserver et accroître la **liberté** ;
- le **capitalisme** vise à créer, préserver et accroître la **prospérité** ;
- le **capitalisme est un outil** qui, bien utilisé et bien encadré, permet d'assurer la prospérité d'une société ;
- le **libéralisme ne peut exister sans le capitalisme** car une société où les individus ont le ventre vide ne peut garantir les libertés

Exemple : L’Égypte est l’exemple tragique d’une société libérale qui, en 1952, a renoncé à l’économie de marché et qui, dès lors, a rapidement perdu toutes ses libertés. La première constitution d’Égypte, proclamée en 1923 par le roi Fouad, est calquée sur la constitution belge de 1830 considérée par beaucoup comme « l’une des plus libérales au monde ». Cette libéralisation fut malheureusement interrompue dans les années 1950 avec l’accession de Gamal Abdel Nasser et le triomphe du panarabisme et du socialisme dans le monde arabe. Sans les recettes de l'économie de marché, les beaux principes libéraux finissent rapidement par être étouffés et piétinés. Dans un contexte de guerre froide, le nassérisme a coïncidé avec la disparition progressive, en Égypte, de la bourgeoisie, des partis, du pluralisme politique, de la vie culturelle et des libertés.

- le capitalisme sans le libéralisme conduit à l'injustice et à la servitude.

→ La **crise financière n’est pas la preuve de l’inefficacité du capitalisme mais la preuve d’un échec de l’Etat à réguler efficacement le capitalisme.**

- **Qu’est-ce que la spéculation ? Spéculer, c’est, étymologiquement, « voir loin ».** C’est l’une des plus belles vertus humaines comme en atteste l’expression « spéculation intellectuelle ». **Nous sommes tous des spéculateurs :** nous espérons que nos actions présentes permettront d’améliorer notre situation future.

Exemple : un étudiant espère généralement que son investissement intellectuel présent lui permettra de décrocher un diplôme lui permettant de prétendre à une rémunération plus élevée que celle qu’il aurait obtenue sans ce diplôme.

La spéculation est une **structure universelle** qui dépasse de loin le cadre du marché. **Ce qui est critiquable, ce n’est pas la spéculation en tant que telle. Ce qui est critiquable, c’est la spéculation irresponsable.** Par

spéculation irresponsable, on ne vise pas ici certains spéculateurs qui n'auraient pas d'éthique : un spéculateur espère toujours maximiser son bénéfice. Le problème ne se pose pas au niveau individuel. Non, par spéculation irresponsable, on parle d'une **situation** qui existe depuis quelques décennies et qui se caractérise par le fait que le **monde de la finance est devenu irresponsable**.

- Pourquoi ? C'est ici tout le nœud de la question. **Ce n'est PAS parce que ce monde de la finance serait dérégulé, parce qu'il serait un far west, parce que l'Europe doit uniformiser ses contrôles, etc. C'est, au contraire, en raison de l'hyperréglementation** et non en raison de la dérégulation que le monde de la finance est devenu irresponsable. Quand on regarde un peu sérieusement la réglementation existante dans le secteur bancaire aux Etats-Unis, on constate que, depuis des décennies, il existe des dizaines de milliers de pages de réglementation. Le nombre de régulateurs financiers travaillant dans les agences fédérales (dont les dépenses ont cru de 43% de 1990 à 2007) est de 12.000. Depuis la loi Sarbanes Oxley (de 2002), les textes réglementant le secteur financier ont gonflé de... 70.000 pages.
- **Le problème n'est donc pas dans la dérégulation mais dans l'hyperréglementation du secteur bancaire. C'est cette hyperréglementation qui a rendu les banques et le secteur de la finance irresponsable.** Un exemple : l'harmonisation internationale des normes comptables assure-t-elle réellement une meilleure transparence ? Non. Quoique simplifiant la communication, cette centralisation monopolistique nuit fortement à la qualité de l'information. En effet, la multiplication d'artifices comptables enjolivant la situation patrimoniale des entreprises est une réaction à cette hyperréglementation des normes comptables. Pour faire bref : **l'imposition** au niveau américain et au niveau européen **d'un modèle unique extrêmement détaillé a rendu les entreprises légalistes et hypocrites**, se contentant de respecter à la lettre le prescrit légal plutôt que de créer, comme par le passé, leurs propres normes : ce qui les contraignait à rester prudentes et à s'améliorer constamment sous peine d'être sanctionnées, par le marché et en justice, si ces normes étaient de mauvaise qualité. Trop de droit tue le droit. **Il serait plus sain et plus responsabilisant de laisser aux entreprises le choix des méthodes les plus adaptées pour remplir un objectif général** de l'information financière, déterminé et sanctionné par la loi : refléter le plus fidèlement la situation patrimoniale de l'entreprise. Ce qui suppose non pas plus mais moins de régulation, mais basée sur des principes simples : responsabilité, honnêteté, sincérité des contrats, etc.
- **L'Etat a rendu le monde financier irresponsable en disant : pour autant que vous respectiez toutes nos règles, nous vous garantissons**

en cas de faillite. La Réserve fédérale sera toujours là pour éponger vos pertes et vous empêcher de faire faillite. Pourquoi ? Parce que vous, grands établissements, grands groupes financiers, grandes compagnies d'assurance, vous êtes trop importants que pour nous nous permettions de vous faire faire faillite. Votre chute risque d'entraîner avec elle toute l'économie mondiale. Et c'est vrai : **on n'a pas eu le choix.** Didier Reynders n'a pas eu le choix : il a dû empêcher les banques de faire faillite en raison de l'effet systémique.

- **Il faut empêcher que de telles faillites se reproduisent** (et cela risque fortement d'être le cas). Pour cela, il faut empêcher la formation artificielle de ces organismes monstrueusement grands. Ce n'est pas parce qu'elles sont grandes qu'il faut condamner des entreprises. **Ce qui est condamnable, ce sont des entreprises qui ont bénéficié et qui continuent à bénéficier de faveurs de la part de l'Etat, qui bénéficient de rentes de situation et qui ont pu influencer l'Etat pour adopter des réglementations qui pénalisent surtout leurs concurrents plus petits** (par exemple des normes extrêmement exigeantes en matière environnementale que, elles, peuvent supporter mais pas leurs concurrents). Par ailleurs, ces entreprises ont souvent été aidées par le passé. Elles ne sont donc plus réellement « privées » mais, d'une certaine manière, publiques. C'est d'ailleurs parce que l'Etat a injecté énormément d'argent pour les renflouer qu'il ne veut pas qu'elles tombent en faillite et que, en conséquence, la justice américaine ne poursuit pas un certain nombre de pdg qui ont ouvertement violé la loi.
- Derrière tout cela, **les libéraux doivent dénoncer non pas le capitalisme mais le « crony capitalism » ou « capitalisme de connivence », cette collusion ; cette complicité coupable et malsaine entre des élites étatiques et les patrons de ces grands groupes bénéficiaires d'avantages étatiques.** C'est contre cela qu'il faut lutter. Il faut cesser de faire bénéficier ces monstres financiers des avantages dont ils jouissent. Il faut poursuivre en justice les abus présents et passés. **Il faut, si nécessaire, pouvoir mettre en faillite ces entreprises quand elles viendront demander à l'Etat une nouvelle fois d'être sauvées** et cela en les scindant, en organisant les faillites de manière intelligente sans mettre en péril les déposants. Plusieurs formules sont possibles comme celle permettant le mécanisme « échange dette-capital » : la banque serait forcée de convertir un pourcentage de ses dettes en actions qui seraient données à ses créanciers. Faute de le faire, l'Etat refuserait d'intervenir. Grâce à un tel mécanisme, les faillites impacteraient d'abord les créanciers avant les détenteurs de compte, ce qui devrait réduire les prises de risque inconsidérées des banques.



Il faut dénoncer non le capitalisme mais le « capitalisme de connivence », cette complicité coupable et malsaine entre des élites étatiques et les patrons de grands groupes bénéficiaires d'avantages étatiques.

- **Bref, il faut impérativement responsabiliser les banques et établissements financiers.** Pour ce faire, il faut leur redonner une certaine liberté, ce qui implique évidemment qu'ils assument seuls les conséquences de leurs actes. **Quand on veut qu'un adolescent s'autonomise, on lui dit de faire des petits jobs pour se payer l'essence de sa voiture et sa consommation d'alcool.** Ce que le gouvernement fait actuellement, c'est un peu comme des parents qui payent sans limite l'essence, l'alcool et donnent les clés de leur voiture aux adolescents mais en s'asseyant sur les sièges arrière de la voiture pour les surveiller. **Nous devons restaurer en la matière cette valeur qui est la plus fondamentale: la liberté, et son corollaire obligé : la responsabilité.**

➔ Malgré les crises à répétition, le niveau de vie a continuellement augmenté depuis le 19^{ème} siècle :

- la preuve objective de cette augmentation, c'est la **hausse de l'espérance de vie dans le monde**. Selon les chiffres du *Programme des Nations-Unies pour le développement*, l'espérance de vie dans le monde est passée, ces 50 dernières années de 46 ans à 64 ans en moyenne.
- **l'accroissement continu de la population mondiale** (depuis 20 ans, la population mondiale s'est accrue de 1,5 milliards d'individus) est une autre preuve de l'accroissement des richesses au niveau mondial.

➔ Lors de la dernière crise financière, l'Etat est intervenu pour sauver les banques de la faillite. Il est donc vrai que les « pauvres » ont du payer pour les riches **MAIS** :

- ce sauvetage a eu pour but d'empêcher que la faillite des banques ne ruine l'économie toute entière et ne provoque des licenciements en masse (les « pauvres » ont donc sauvé les « pauvres » avant de sauver les « riches »).
 - la crise bancaire et financière trouve son origine dans une défaillance du contrôle des activités bancaires par l'Etat mais aussi dans une politique de l'Etat en faveur du logement qui a encouragé voire, dans certains cas, obligé les banques à prêter de l'argent à des personnes qui n'étaient pas solvables.
4. « Vous, les libéraux, vous voulez détruire tout le système de protection sociale »



A cette accusation grotesque, trois réponses :

→ **Premièrement**, contrairement à une légende tenace, **les libéraux, ont historiquement œuvré de manière déterminante à la fondation de l'Etat-Providence en Belgique.**

- En 1860, le Premier ministre libéral **Charles Rogier** présenta, pour la première fois, un projet de loi interdisant le travail des enfants de moins de 12 ans, limitant la journée de travail à 12 heures et instituant une inspection du travail. Il fallut près de 20 ans pour vaincre les réticences du parti catholique et faire adopter ce projet en 1878.
- En 1850, **Walthère Frère-Orban**, ministre libéral des finances, créa le Crédit communal pour financer les investissements publics locaux, puis, en 1865, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
- Dès 1893, les libéraux progressistes, sous la direction du libéral **Paul Janson**, firent officiellement figurer à leur programme des mesures qui s'imposèrent avec le temps : le suffrage universel pur et simple, l'instruction primaire obligatoire, gratuite au degré inférieur et exclusivement laïque à tous les degrés, l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, le repos hebdomadaire, la mise en place d'une réglementation internationale sur le travail, le vote d'une loi sur l'assurance obligatoire contre les accidents, la maladie, le chômage involontaire, l'invalidité prématurée et la vieillesse pour les travailleurs agricoles et industriels, etc..

→ **Deuxièmement**, **l'Etat-Providence n'existe que dans les pays où fonctionne une économie de marché car pour redistribuer la richesse, il faut d'abord la créer.**

→ **Troisièmement**, **la véritable priorité des libéraux aujourd'hui est justement de sauver ces structures sociales menacées de destruction par une gestion inefficace et des dérives budgétaires incontrôlées.** Sauvegarder ces conquêtes magnifiques nécessite malheureusement de combattre certaines corporations et groupes organisés dont le court-termisme fait passer les intérêts et les privilèges de leurs membres au-dessus de l'intérêt général.

En résumé, les socialistes affirment que l'Etat-Providence doit pouvoir protéger les plus pauvres. Le problème, c'est que, ce faisant, ils endettent l'Etat.

Les socialistes prétendent défendre les pauvres. Mais qui défend l'Etat-Providence qui défend les pauvres ? Réponse : Les libéraux !!

Si l'on prône la rigueur, c'est pour sauver l'Etat-Providence. Pas pour appauvrir les gens.

Il faut - aujourd'hui - défendre l'Etat-Providence contre les syndicats ! En effet, en rejetant obstinément tout plan réaliste de rééquilibrage du budget et la réduction, entre autres, le train de vie de l'Etat, les syndicats sont en train – pour reprendre l'expression de quelqu'un qui ne peut pas être accusé d'être un ultra-libéral - à savoir Elio Di Rupo - de « le précipiter dans l'abîme ». L'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre, la France, etc. ont compris que seules des solutions libérales permettaient encore sauver l'essentiel.

5. « Vous, les libéraux, vous êtes contre l'Etat qui est pourtant le seul recours pour les plus pauvres ».

La gauche se présente continuellement - et abusivement - comme la farouche défenseuse de l'Etat.

Qu'en est-il réellement ?

➔ **Ce sont les libéraux qui ont « inventé » l'Etat démocratique** au XVII^{ème} siècle. En Angleterre d'abord, en Amérique ensuite et sur le continent européen enfin. En effet, ce sont des auteurs libéraux tels que John Locke, Montesquieu, Voltaire, Emmanuel Kant, etc. qui ont jeté les bases théoriques de l'Etat moderne. Les socialistes n'existaient pas à cette époque. C'est en Angleterre, après la Glorieuse Révolution en 1688-89 en Angleterre qu'on adopte pour la première fois une structure étatique moderne (avec séparation des pouvoirs, pouvoirs accrus de l'assemblée, etc.) inspirée directement des idées libérales. Ces idées se sont ensuite concrétisées dans le jeune Etat américain. Les révolutions anglaise (1688) et américaine (1776) vont alors fortement influencer la révolution française qui, elle, influencera l'Europe entière.

➔ **C'est la prospérité libérale qui a rendu possible l'émergence de l'Etat-Providence et qui lui permet de financer ses missions essentielles.** Pas de secteur non-marchand sans un secteur marchand.

➔ **Les politiques de gauche menées par divers partis ont fragilisé les structures de l'Etat.**

Il apparaît assez clairement aujourd'hui que **l'Etat n'assure plus efficacement ses missions essentielles.** Un peu partout, la population constate à ses dépens que les **structures fondamentales** de l'Etat se **dégradent**. Citons, à titre d'exemple :

- les **émeutes de 2010 dans certains quartiers de Bruxelles**, le sentiment d'impunité qui poussent certains délinquants à agresser directement les forces de l'ordre, un certain nombre d'**actes criminels inacceptables** qui ont coûté la vie à des innocents montrent que la **sécurité** n'est plus assurée de manière optimale en de nombreux endroits ;
- la **réforme de la Justice est un échec**. Les **magistrats** travaillent dans des conditions profondément **insatisfaisantes** et avec un mode de fonctionnement de la **justice** souvent **archaïque** au détriment des justiciables ;
- **l'état des routes** s'est fortement **dégradé** au cours des deux dernières majorités régionales;
- la fréquence de grèves sauvages dans le secteur du **transport public** et l'inexistence d'un service minimum constituent une **atteinte directe au principe de continuité du service public** qui empêche régulièrement de très nombreuses personnes d'arriver à temps à leur travail ou dans leur établissement d'enseignement;
- la catastrophe ferroviaire de Buizingen a mis à jour un certain nombre de **carences et de retards dans la gestion de la sécurisation du rail** en Belgique selon des standards équivalents des pays voisins. Le réseau ferroviaire est proche de la saturation, ce qui a des conséquences directes sur la **ponctualité** et la **sécurité**. L'accumulation de retards est générateur de stress et décourage les navetteurs;
- le **corps des pompiers** affirme régulièrement ne plus disposer **d'équipement** et de **ressources** leur permettant de travailler normalement pour lutter contre les incendies ;
- le désinvestissement budgétaire dans le secteur de la Défense conduit à la **désagrégation progressive des diverses composantes** (terre, air, marine et - surtout - la composante médicale pratiquement moribonde) **de l'armée belge** rendant cette dernière incapable de participer à des missions de type « médian » dans lesquelles la communauté internationale est en droit d'attendre l'engagement d'un pays de la taille et du rang diplomatique de la Belgique ;
- **l'état des bâtiments scolaires est extrêmement préoccupant** : dans la plupart des cas, le parc n'a plus été rénové depuis les années 70;

- nous sommes systématiquement montrés du doigt par les instances internationales en raison de **l'état lamentable de nos prisons** qui ne satisfait plus aux standards de la dignité humaine ;
- les « affaires » en matière de logement ces dernières années ainsi qu'un certain nombre de drames ont révélé **l'état révoltant de certains parcs de logements sociaux** dont les habitants vivent dans des conditions insalubres;
- contrairement à la Flandre, **l'état de notre enseignement** en Communauté française figure systématiquement **tout en bas du classement européen** dans la totalité des enquêtes internationales (PISA, PIRLS, etc.) ;
- pour la première fois depuis sa création, nous avons pu constater récemment que **la stabilité de l'Euro était menacée par le surendettement de plusieurs Etats membres** (dont le nôtre).
- Etc.

Dans chacun de ces dossiers, il apparaît :

→ **que, progressivement, l'Etat n'arrive plus à satisfaire correctement ses fonctions les plus essentielles, ses missions dites « régaliennes »** (sécurité, justice, stabilité de la monnaie (Euro), mobilité, enseignement, aide aux plus démunis, etc.);

→ **que les infrastructures n'ont pas été entretenues et/ou modernisées adéquatement depuis des décennies.** Il eut fallu consacrer un faible pourcentage du budget chaque année mais ces postes ont été rognés en raison de la faiblesse des pouvoirs publics relativement aux groupes organisés et autres corporations qui ont « capté » cette part du budget.

→ **que, faute d'avoir géré ces structures en bon père de famille, les autorités publiques sont désormais obligées de recourir à des partenariats publics-privés** (c'est le cas des bâtiments scolaires) **voire de revendre le patrimoine immobilier de l'Etat** : c'est le cas de certains symboles forts du pouvoir tels que le **Palais de Justice** qui est désormais à vendre. Sera-ce bientôt le cas de nos autoroutes en Wallonie dont la gestion a été exécrable ces dernières années ?

→ **Les collectivistes sont, en réalité, les « faux-amis » de l'Etat**

Loin d'en être les défenseurs exclusifs, les **collectivistes** qui se réclament volontiers de l'Etat sont en réalité **celles qui affaiblissent le plus son action** au point même d'en menacer la stabilité.

Pourquoi ?

- parce que les **collectivistes ont dilapidé les ressources de l'Etat sans prévoir le futur**. Il est toujours facile d'être généreux avec l'argent des autres. Les **collectivistes insistent toujours sur le rôle protecteur de l'Etat sans jamais réfléchir à protéger l'Etat lui-même** ;
- parce que ce ne sont pas les **politiques libérales qui ont mis la plupart des Etats européens en situation de déficit**. Ce sont les politiques de gauche qui, des années durant, ont fait vivre l'Etat au-dessus de ses moyens au détriment des générations futures. Les partis de gauche ont considérablement endetté l'Etat. La **crise grecque** démontre la **fragilité économique de certains Etats** en Europe: ces dernières décennies, ignorant superbement les mises en garde répétées des libéraux, **l'Etat s'est surendetté**. Le déficit public important attire les spéculateurs ;
- parce qu'en **surtaxant les revenus du travail, on bride la croissance économique et la production de richesses qui, seules, permettent de financer l'Etat et ses missions** ;
- vu qu'il doit intervenir dans tellement de secteurs, **l'Etat devient le prisonnier de groupe de pressions et de corporations** (syndicats, associations, groupes professionnels, etc.) qu'il doit satisfaire au cas par cas et qui affaiblissent considérablement son action ;

➔ il importe plutôt de « **recentrer l'Etat sur ses missions essentielles** ». Il est indispensable à la sécurité et au bien-être des citoyens que l'Etat remplisse prioritairement ces dernières plutôt que de distribuer des primes et des subventions dans tous les domaines.

➔ il est impératif de **revenir rapidement à l'équilibre budgétaire** si l'on veut éviter une faillite de l'Etat comme en Grèce.

6. « **Vous, les libéraux, vous gaspillez les ressources et vous polluez l'environnement** »

→ Une entreprise qui gaspille est une entreprise qui sera dépassée par une entreprise qui exploite intelligemment ses ressources. L'économie libérale oblige l'entreprise à se montrer optimale. En effet, si elle ne veut pas être surclassée par une entreprise concurrente, une entreprise doit produire le maximum de richesses avec le minimum de ressources.

→ Le « recyclage » n'a pas été inventé par les écologistes mais, il y a bien longtemps, par des entrepreneurs à la recherche de débouchés pour les déchets que leur activité produisait. Par exemple, la production de cuivre génère un sous-produit : le molybdène. On a trouvé pour ce « déchet » des applications pratiques (alliage avec l'acier, catalyseur, etc.) : il est revendu aujourd'hui 37\$ le kilo.

→ La révolution industrielle a - il est vrai - pollué l'environnement dans un premier temps. Mais cette révolution industrielle a, dans un second temps, créé des richesses qui ont permis de lutter contre la pollution. Résultat ? Londres a aujourd'hui l'air moins pollué qu'il ne l'était AVANT la révolution industrielle. Un certain Kuznets, a découvert une courbe qui prouve que l'évolution de la pollution dans les pays industrialisés suit une courbe en U renversé : pour le dire autrement, plus une société se développe économiquement, plus elle est à même de lutter efficacement contre la pollution (elle a les connaissances scientifiques, les instruments technologiques et les moyens financiers pour le faire). Ceci explique pourquoi, aujourd'hui, ce sont les activités industrielles du Tiers monde qui polluent le plus : ces industries sont encore dans la première phase.

→ Le libéralisme permet à chacun de prendre soin de ce qui lui appartient. Les choses que l'on pollue le plus sont les choses qui n'appartiennent à personne. Cela explique pourquoi les plus grandes catastrophes écologiques ont eu lieu dans des économies communistes (où rien n'appartient à personne) : contamination chimique des eaux, des sols et des sous-sols, mer d'Aral, lac Baïkal, lac Ladoga, monoculture intensive dans l'ex-URSS, barrage chinois des Trois Gorges, désertification de la campagne environnante de Pékin, etc.. Selon l'économiste Mikhail Bernstam, en 1987, l'émission de polluants industriels et domestiques dans l'air était cinq fois plus élevée en URSS qu'aux Etats-Unis, malgré un PIB deux fois plus faible.

→ Le libéralisme est le meilleur outil de préservation de l'environnement et des ressources. Pourquoi ? Parce que les progrès scientifiques et technologiques dépendent de la croissance économique. Or, la recherche de nouvelles sources d'énergie et la résolution des problèmes environnementaux dépendent principalement des progrès scientifiques et technologiques.